

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

REHABILITATION R+4 HE POLE PEDIATRIE

Catégorie opération 2

RUE PAUL GAFFAREL
21000 DIJON

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	14/11/2024	Plan Général de coordination selon dossier PRO en date du 07/11/2024

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	10
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	11
2.6 DIVERS.....	12
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	13
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	13
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	14
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	15
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	15
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	16
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	16
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	17
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	17
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	18
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	18
3.5.2 Travaux divers	18

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	18
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	19
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	19
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	19
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	20
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	21
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	22
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	22
5.2 CANTONNEMENTS.....	22
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	23
5.3.1 Mise en place bungalows	23
5.3.2 Cantonnement à étages.	23
5.3.3 Installation électrique.....	23
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	25
6.1 ORGANISATION.....	25
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	26
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	27
6.2.2 Interdiction de fumer	27
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	28
7.1 PPSPS	28
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	28
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	28
8 Annexes	29
Panneau : En cas d'accident.....	29

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

REHABILITATION R+4 HE POLE PEDIATRIE

RUE PAUL GAFFAREL
21000 DIJON



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Réaménagement de l'Aile universitaire du 4e étage de l'hôpital d'enfants du Centre Hospitalier et Universitaire Dijon Bourgogne. Les travaux porteront principalement sur les ouvrages suivants:- démolition de cloisons et du faux plafond - remplacement des menuiseries extérieures - distribution de nouvelles cloisons et doublage isolant - mise en oeuvre de nouveaux revêtements muraux et sols - distribution et installation des systèmes de chauffage et climatisation, ventilation, électricité en courants forts et faibles - agencement de l'espace
En amont de ces travaux le désamiantage des locaux sera réalisé.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

Trx uniquement en R+4

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	CHU DE DIJON BOULEVARD MAL DE LATTRE DE TASSIGNY 21000 DIJON	
Maître d'Oeuvre	TRIA ARCHITECTES 70, avenue du Drapeau 21000 DIJON	TEL : 03 80 30 39 09
CSPS	QUALICONSULT SECURITE 10 Rue Nicolas de Condorcet 21800 CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR	TEL : 03 80 53 03 53
Inspection du travail	DDETS 21 Boulevard Voltaire 21000 DIJON	TEL : 03 80 45 75 00
OPPBTP	OPPBTP Agence Bourgogne-Franche-Comté Immeuble Isis 6 Rue Saint-John-Perse 21000 DIJON	TEL : 03 80 78 95 20
CARSAT	CARSAT BOURGOGNE FRANCHE COMTE 46, rue Elsa Triolet 21044 DIJON CEDEX	TEL : 09 80 93 43 46

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°07 - PLOMBERIE / SANITAIRE
- N°08 - CHAUFFAGE / RAFRAICHISSEMENT / VENTILATION
- N°09 - ELECTRICITE / COURANTS FAIBLES
- N°01 - DEMOLITION / GROS OEUVRE
- N°02 - MENUISERIES EXTERIEURES / OCCULTATIONS
- N°03 - MENUISERIES INTERIEURES / MOBILIER
- N°04 - CLOISONS / DOUBLAGE / FAUX PLAFONDS
- N°05 - REVETEMENTS MURAUX ET PEINTURE
- N°06 - REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 17/02/2025 pour une durée de 7 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 5.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Rapport d'étude de sol : référence : NA

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalizations.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établi par l'entreprise, auprès des concessionnaires: LOT 01.

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Réseaux impactés : ...

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux: LOT 01.

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Les voies du CHU ne devront jamais être encombrées par des engins et des matériaux afin d'assurer la libre circulation des véhicules de sécurité (voie pompier, voie échelle) et des véhicules de service.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Le PIC sera défini avec l'entreprise lors de la préparation des travaux		LOT 01	LOT 01
Clôture	Séparation par barrières HERAS pleines	Périphérie du chantier suivant PIC (Plan d'Installation de Chantier)	LOT 01	LOT 01

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Portail et portillon	Portail et portillon fermés par serrure à clé ou par une chaîne et cadenas à code.	Suivant Pic	LOT 01	LOT 01
Homme trafic	Homme trafic pour les entrées et sorties d'engins et ou de camions.	A l'entrée du chantier.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Signalisation	Panneaux de signalisation, réglementaires (sortie de camion, traversée de piéton, limitation de vitesse à 30 km/h, panneaux d'interdiction de chantier, interdiction de stationnement, panneaux de consignes de sécurité).	A l'entrée du chantier	LOT 01	LOT 01

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Dès la période de préparation, l'entreprise du LOT 01 désignée par le maître d'Ouvrage élaborera en accord avec les différents services, un plan de circulation et de balisage permettant d'orienter les véhicules et de fluidifier le trafic qui reste maintenu à la périphérie du chantier. Ce plan de circulation précisera notamment :

- La localisation des clôtures et des portails, ainsi que le repérage des entrées/sorties
- Les gabarits des véhicules admis sur le chantier
- Les cheminements et les stationnement utilisables et interdits en séparant clairement qui sont réservés aux véhicules et ceux mis à la disposition des piétons
- La position des panneaux d'orientation, d'information et de signalisation
- L'implantation des bureaux, notamment celui des chefs des chantiers

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	L'accès piétons et véhicules se feront depuis l'entrée principale du chantier	LOT 01	LOT 01

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte BTP sur casque outénue à disposition.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Badge	Port de badge nominatif ,celui-ci devra être portévisiblement sur levêtement de travail.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Liste du personnel	Chaque entreprise seraredevable, de la tenue deslistes des personnesshabilitées à pénétrer sur lesite.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défailtantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Le chantier se déroule en site OCCUPE :

la zone chantier sera isolée du reste de l'activité du CHU. Les entreprises ne devront pas gêner l'accès et l'activité du CHU.- Les livraisons et approvisionnements devront s'effectuer en accord avec le CHU, un homme trafic sera présent pour sécuriser la zone- Toutes les zones de chantier devront être maintenues propres.- Les entreprises mettront les moyens nécessaires pour limiter les bruits et la poussière.- Si possible, la zone de travaux devra être confinée par un cloisonnement provisoire permettant d'isoler les zones et éviter la propagation des poussières (privilégier matériel avec aspiration à la source , travailler à l'humide.....)- Les entreprises devront veiller à maintenir les accès existants aux abords propres et non encombrés.Le chantier doit être CLOS et INDEPENDANT et avec panneaux réglementaires« Chantier interdit au public » « Port des EPI obligatoire »- Les déchets seront enlevés quotidiennement par les entreprises. Il est rappelé que l'encombrement génère un risque de chute de plain pied.Le nettoyage des postes de travail doit être réalisé quotidiennement et l'évacuation des déchets à l'avancement.- Possibilité de mise en place par chaque lot d'un container verrouillé 3 X 6 pour le stockage- Si une benne est prévue par une entreprise, elle devra être positionnée en concertation avec le lot 01, dépositaire du PIC

Pour les travaux sur les installations électriques existantes nécessitant une coupure, l'entreprise du lot 09 devra procéder à la consignation électrique des installations, en accord avec les utilisateurs.En tout état de cause, les travaux électriques devront se faire hors tension.- Dans le cas d'une installation électrique de chantier, celle-ci devra faire l'objet d'un PV de réception par un bureau de contrôle agréé par le ministère du travail, indépendant et mandaté par l'entrepreneur, les coffrets électriques devront être munis d'une protection de 30mA et d'un arrêt d'urgence type coup poing et sur un support stable (chaque coffret devra être identifiable par un numéro, fermé à clé et le macaron de contrôle périodique visible sur la face avant du coffret)- Les coffrets devront être disposés de telle manière qu'ils ne soient pas éloignés de plus de 25 mètres des postes de travail à chaque niveau du CHU.RAPPEL : la couleur blanche, pour les rallonges, prises etc... est du matériel dit « de norme ménagère » et non de CHANTIER , seuls les câbles de type U1000 R2V, U1000 AR2V et H07RNF seront acceptés

- Le travail sur échelle et escabeau est interdit, les entreprises devront utiliser des PIR, gazelles ou escabeaux à garde corps intégrés (art. R4323-63 du Code du Travail). Cependant, il sera toléré l'emploi d'escabeaux uniquement en cas d'impossibilité technique (à préciser dans le PPSPS) et pour des travaux ponctuels et de courtes durées .

- Si trx par pts chauds, le CSPS préconise l'établissement d'un permis feuNOTA:=> Les permis de feu sont établis sur des formulaires type, le + couramment utilisé est celui du CNPP.Il est rempli par l'entreprise et signé conjointement par le Chef d'établissement (exploitant) et l'entreprise.Il s'agit d'un engagement réciproque à respecter les consignes de sécurité.

Les autorisations d'accès sur le chantier doivent être limitées aux seules entreprises déclarées (y comprises sous-traitants) qui doivent établir la liste nominative. Les sous traitants devront être préalablement agréés par le Maître d'Ouvrage.Dispositions à prendre par chaque entreprise : port de vêtements ou avec le nom de l'entreprise port du casque avec le nom de l'entreprise Identification des engins, véhicules et matériel Inscription des salariés sur le registre unique du personnel de chaque entreprise Détention de la carte d'identité et/ou professionnelles de type carte BTP ,par chaque salarié intervenant sur le chantier Mise en place des panneaux d'interdiction d'accès aux personnes non autorisées

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Présentation du site à chaque salarié	Premier accès au site	CHAQUE ENTREPRISE	
Aire de livraison	Aire stabilisée ou enrobée	Suivant P.I.C	LOT 01	LOT 01
Quai de déchargement	Plate-forme avec plateaux munis de protections collectives.	Au droit de l'aire de stockage.	LOT 01	LOT 01
Aire de stationnement	Aire stabilisée ou enrobée	Suivant P.I.C	LOT 01	LOT 01
Signalisation	Signalisation routière comprenant : panneaux "Passage piétons" - "Travaux" - "Sortie de camions"	Au droit de l'accès au chantier	LOT 01	LOT 01
Homme de manœuvre	Homme de manœuvre pour toute marche arrière sur la voie publique.	Au droit de l'accès au chantier	LOTS CONCERNÉS	LOTS CONCERNÉS
Avertisseur de manœuvre	Signal sonore.	Sur tout véhicule et engin.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Cantonnement principal pour l'accueil des salariés de toutes les entreprises.	Cantonnement du chantier.	LOT 01	LOT 01
Accès au cantonnement	Voie d'accès principale stabilisée et séparée de la circulation des engins de chantier	Du cantonnement jusqu'au poste de travail.	LOT 01	LOT 01
Cheminement cantonnement/chantier	Voie d'accès à pieds secs.	Entre le cantonnement et les postes de travail.	LOT 01	LOT 01

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Séparation piétons/véhicules	séparation des chemins piétons et véhicule par des barrières ou GBA.	Suivant P.I.C	LOT 01	LOT 01
Protection accès chantier	Chantier clos et indépendant	Suivant P.I.C	LOT 01	LOT 01
Cheminement sur chantier	Séparation des flux avec piétons	Suivant P.I.C	LOT 01	LOT 01
Eclairage	Eclairage, balisages, signalisation des voies de circulation horizontales et verticales. (Rampe fluo, hublots, blocs de secours)	Toutes zones de circulation principale	LOT 01	LOT 01

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Aucun appareil de levage qu'il soit fixe ou mobile, ne pourra être installé ou pénétré sur un chantier sans que le Maître d'Ouvrage, le Maître d'OEuvre et le Coordonnateur Sécurité Santé en aient été avertis. L'accrochage de moyens de levage sur le bâtiment ou sur 1 passerelle, échafaudage, console, etc... sera soumis à la fourniture par l'entreprise bénéficiaire d'une note de calcul assurant la résistance du point d'ancrage et de l'avis du Moe et du CSPS

Le prêt d'équipement de levage pour d'autres lots que celui d'origine nécessitera la rédaction d'un protocole de prêt par l'entreprise prêteuse et d'une validation par l'entreprise utilisatrice. Code du travail Article R4541-9 (manutentions manuelles = 1 accident avec arrêt sur 3) Lorsque le recours à la manutention manuelle est inévitable et que les aides mécaniques prévues au 2° de l'article R. 4541-5 ne peuvent pas être mises en œuvre, un travailleur ne peut être admis à porter d'une façon habituelle des charges supérieures à 25 kilogrammes. Moyens de prévention à mettre en œuvre par les entreprises pour éviter les risques liés aux manutentions manuelles. Évaluer préalablement les risques dès la phase de conception du projet. Éviter le recours aux manutentions manuelles chaque fois que cela est possible. Réduire le poids unitaire des charges. Réduire la fréquence des manutentions et les distances à parcourir. Aménagement des postes de travail (temps de repos, contraintes de temps, cadence).

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Camion auto-déchargeable	Proximité du bâtiment et ou des zones de stockage	Lots concernés (Prévoir un homme trafic)	Lots concernés (Prévoir un homme trafic)	
Chariot élévateur	suivant besoin des entreprises.	Chaque entreprise.	Chaque entreprise.	

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareaux commandement de manoeuvre
Transpalette/chariot	Pour toutes manutentions horizontales	Lots concernés	Lots concernés	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Grue automotrice

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Sans objet.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

TOUS LOTS

Lot chargé de l'entretien

TOUS LOTS

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
A voir en fonction des besoins des entreprises suivant l'évolution du PIC	Aires destinées à stocker les matériaux.	Suivant évolution du PIC et de l'avancée des travaux		Clôture en périphérie des aires de stockage.
Magasin de stockage	Magasin fermé à clé (type bungalow).		Interne au magasin	

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation journalière de ses déchets

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Tous postes de travail.	Quotidienne	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Bennes avec tri	Suivant PIC.	Autant de fois que nécessaire	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Benne couverte	Pour les déchets dangereux .	Autant de fois que nécessaire	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Si cela s'avère nécessaire, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un nettoyage quotidien complet (du chantier, de ses abords, de la base vie) y compris enlèvement en décharge public des gravats de tout le chantier, et ce pendant toute sa durée. Les frais correspondants étant à la charge de l'entreprise responsable des ces déchets.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.2 Travaux divers

Sans objet.

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Dans le cas où plusieurs tâches réalisées en un même lieu par des entreprises différentes nécessiteraient la mise en place d'un dispositif de sécurité commun aux entreprises (platelage pour travaux en sous face de dalle par exemple), il sera prévu une coordination des interventions afin de mettre en place un dispositif commun assurant une sécurité et un confort de travail maximum. Ainsi, il sera mis en place des platelages de pied préfabriqués ou un échafaudage commun. Le lot 01 est chargé de la mise en place de l'entretien et de la maintenance des protections collectives de sécurité sur le chantier et ses abords pendant toute la durée des travaux.

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Les entreprises utilisant en commun des moyens et protections collectives (tels échafaudages, monte matériaux ou autres) devront procéder à la réception du matériel. Cette réception fera l'objet d'un procès verbal définissant les modalités d'utilisation, d'entretien, et ou de modifications du matériel entre les parties concernées (monteur, fournisseurs et entreprises utilisatrices). Un lot échafaudage de pied pourrait être envisagé pour la protection collective. Ce lot pourrait faire l'objet d'une concertation entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur avant l'appel d'offre.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

L'installation, l'entretien et la maintenance des installations électriques provisoires de chantier sont à la charge de l'entreprise GO, ce dès le début des travaux. L'installation devra être exécutée suivant les préconisations OPPBTP (Fiche n°G1F0189).

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	A partir du point de livraison d'ENEDIS	Avant le démarrage des travaux.	LOT 01	LOT 01
Armoire générale	Suivant PIC.	Coffret cantonnement	LOT 01	LOT 01
Alimentation cantonnement	Suivant PIC.	A l'installation de chantier	LOT 01	LOT 01
Eclairage circulation horizontale	Chemins principaux (circulations) (Néon, rampe fluo ou hublots)	Au fur et à mesure de l'avancement des travaux	LOT 09	LOT 09
Eclairage poste de travail	Selon besoin	Suivant travaux.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulations du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Conformément à un planning élaboré par la maîtrise d'œuvre, les interventions ne devront pas avoir recours à des superpositions de tâches. Le maître d'œuvre avec l'accord du coordonnateur réalisera un phasage des travaux de manière à éviter les superpositions et juxtaposition de tâches. Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter les superpositions de travaux par un décalage des interventions des entreprises concernées, l'entreprise située en partie haute prendra les dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique permettant de supprimer le risque de chute de matériel ou de matériaux engendré de

cette superposition. Des protections de la zone de chaque intervenant sera mise en place (garde corps, bâches, filets, contreplaqué). Dans le cas où il s'opérerait un retard important sur le planning et qu'il faille faire appel à des travaux conjugués, le maître d'œuvre et le coordonnateur se concerteront pour établir un planning spécifique à ces interventions.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	Lot 01	Démolition diverses		- Installer des dispositifs de protection collective appropriés.- Interdire matériellement l'accès aux parties à démolir.- Aménager des circulations de personnel, séparer des circulations des engins.

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le /date/ Monsieur XXXX Coordonnateur Sécurité de la Société QUALICONSULT SECURITE a réalisé une visite d'Inspection commune avec le Représentant du Chef d'établissement en activité sur site en présence de l'assistant Maître d'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre et de l'entreprise générale conformément à l'article R.4532-15 du Code du Travail :Au cours de cette visite les points suivants ont été évoqués :

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Clôtures de chantier HERAS de 2 m de hauteur le long de l'emprise du chantier			TOUS LES LOTS	Lot 01
Bruit dû au chantier	Bruit de BRH ou autres pendant la phase de démolition.	Le site étant en exploitation, toutes les précautions seront prises pour l'utilisation de matériels les plus insonorisés, sauf travaux particuliers.	Horaires spécifiques et information au préalable	TOUS LES LOTS	Lot 01
Bruit dû à l'environnement		Le site étant en exploitation, toutes les précautions seront prises pour l'utilisation de matériels les plus insonorisés, sauf travaux particuliers.	Horaires spécifiques et information au préalable	TOUS LES LOTS	TOUS LES LOTS

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Voie d'accès principale	Voirie existante.		Lot 01
Desserte intérieure	Selon PIC	Pendant la phased'installation de chantier	Lot 01
Eau potable	Alimentation en eau descantonnements et duchantier	Pendant la phased'installation de chantier	Lot 01
Eau usées	Réseaux existants.	Pendant la phased'installation de chantier	Lot 01
Electricité	Branchement principal à partir du transfo ENEDIS.	Pendant la phased'installation de chantier	Lot 01

5.2 CANTONNEMENTS

Le cantonnement sera réalisé dès le début du chantier et devra être conforme aux recommandations de la carsat.En cas de présence de personnel féminin , prévoir des installations complémentaires spécifiques etexclusivement dédiées aux personnel féminin(sanitaire,vestiaires)

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum par personne	Sera défini surle pland'installati onde chantier	Armoires,vesti aireschauffés, ventilés etéclairés,patè res ennombresuffi sant.Douche dansvestiairee ncloisonné	Lot 01	Lot 01	Lot 01
Réfectoire	Selon montée en charge des effectifs	Sera défini surle pland'installati onde chantier	Tables,chaïses, chauffegame, frigo,balai,pou belles,chauffa ge	Lot 01	Lot 01	Lot 01

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	Hommes :1WC + 1 urinoir pour 20 personnes. Femmes : 2WC par 20 personnes.	Sera défini sur le plan d'installation de chantier	Ballon d'eau chaude, double encloisonné dans vestiaire, lavabos.	Lot 01	Lot 01	Lot 01
Bureaux	Suivant besoins.	Sera défini sur le plan d'installation de chantier	Bureaux - chaises	Lot 01	Lot 01	Lot 01
Salle de réunion	1 salle de réunion pour 20 personnes	Sera défini sur le plan d'installation de chantier	Tables - Chaises	Lot 01	Lot 01	Lot 01

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Coordonnateur. SPS avise l'entreprise de la défaillance ou de la non application d'une mesure. En cas de non respect de la demande du CSPS, celui-ci avise le maître d'ouvrage de la défaillance ou de la non application d'une mesure par une entreprise.

Une réunion est réalisée entre différentes parties concernées afin de déterminer les responsabilités et les sanctions adaptées. En cas de non accord entre les parties, le maître d'ouvrage reste seul décideur.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Le lot installateur de la base vie aura à charge l'entretien en bon état de propreté et d'hygiène des installations jusqu'à la livraison du chantier.

Les entreprises doivent maintenir un état de propreté des installations de chantier et aucune détérioration ne devra avoir lieu.

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.
LOT 01

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
-------------	-------------------------------------	---------------------

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot 01	Par un organisme agréé, lors de leur mise en service et à chaque modification ou extension

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Dès l'ouverture du chantier, Le lot 01 prendra contact avec la caserne des pompiers pour signaler son début d'intervention et mettre au point, en liaison avec la maîtrise d'oeuvre et le coordonnateur SPS, les dispositions spécifiques à l'intervention des secours. Cette mise au point permettra d'établir un plan général de secours, évolutif en fonction de l'avancement du chantier, qui précisera les accès, les parcours d'évacuation, la position des équipements de premiers secours et d'interventions. Prévoir un point de rassemblement le plus proche de l'entrée principale (voirie), celui servira de repère pour accueillir les secours

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Dans le bureau de chantier	- Toujours accessible- Local non fermé	Panneau en hauteur	Lot 01
Accès secours	Selon PIC		Signalétique en place	Lot 01
Point de rencontre	Selon PIC	Reprendre existant si possible	Défini dans PIC	Lot 01
Secouriste	La liste des Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) avec leur numéro de téléphone respectif devra être affichée dans le bureau, la salle de réunion et la base vie des ouvriers. Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail disposer de salariés Sauveteurs Secouristes du Travail formés ou recyclés depuis moins d'un an	Minimum 1 SST par tranches de 20 personnes sur chantier.	- Macaron sur casque- Baudrier avec macaron	A charge de chaque entreprise.
Trousse de secours	A charge de chaque entreprise.			A charge de chaque entreprise.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur cantonnement	Mettre en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire) Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Les extincteurs ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.	Signaler leur présence dans les locaux	Lot 01
Contrôle périodique	Annuel			Lot 01
Extincteur chantier	L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc.). Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail.		CHAQUE ENTREPRISE

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds

Les outils et matériels, les matériaux et produits, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent pas de danger, ou s'il s'agit de produits de démolition, évacués le plus rapidement possible du chantier.

Le permis feu fait suite à un ordre de travail déterminé. Il s'applique à des travaux limités en temps et lieux. Il entraîne de prendre des précautions particulières à observer de la part de l'entrepreneur et le contrôle de leur application, et engage la responsabilité des signataires. Il a pour but de prévenir des risques d'incendie liés à l'utilisation de matériel dit "à point chaud" dans des endroits où il subsiste un risque de feu du fait de son emploi. Il concerne les travaux suivant :

La soudure électrique
La soudure au chalumeau
Le découpage électrique
Le découpage au chalumeau
La lampe à souder
L'outillage électrique
Le dégagement d'étincelles

Chaque entreprise devra mettre en place un moyen de première intervention contre l'incendie (extincteur adapté à la nature du risque toujours à proximité de la source de flammes).

Arrêt des travaux sur point chaud au minimum 2h avant le départ des travailleurs.

Le personnel utilisant un chalumeau sera qualifié et disposera d'un extincteur à proximité du poste de travail. Un nettoyage de la zone de travail sera systématiquement effectué après l'intervention.

Les feux à usages de chauffage, de cuisson et de destruction sont strictement interdits.

(Sites occupés : Il est formellement interdit d'utiliser du matériel présentant un danger d'incendie, et susceptible de générer un "point chaud" (flamme nue, arc, production d'étincelles, projection de matières incandescentes, ...), sans l'obtention préalable d'un Permis de feu à demander au Responsable de l'opération.

Stockage de produits dangereux

Le stockage des produits dangereux devra se faire dans un container ou un local fermé à clé avec, sur la porte de ce dernier un pictogramme indiquant la nature et le degré de dangerosité. Chaque produit dangereux sera stocké dans un bac de rétention. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) de chaque produit dangereux seront transmises au Coordonnateur SPS. Attention, certains produits dangereux ne peuvent pas être stockés dans le même local (voir FDS et annexe).

Dépôts de carburant

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance. Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols. Prévoir l'approvisionnement de cuves à enveloppe double ou de bacs de rétention.

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Si impossibilité => Prévoir PTI (Protection Travailleur Isolé)

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

REHABILITATION R+4 HE POLE PEDIATRIE

RUE PAUL GAFFAREL
21000 DIJON

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: DIJON
RUE : RUE PAUL GAFFAREL

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: .